

Communiqué de presse

TRADUCTION POUR INFORMATION – cette traduction est destinée à faciliter la compréhension de notre communiqué en langue anglaise publié sur notre site <http://www.standardandpoors.com> et est fournie à titre d'information uniquement.

S&P Global Ratings confirme les notes 'AA-/A-1+' de la Région Pays de la Loire. La perspective est désormais positive.

PARIS, le 16 juin 2017. S&P Global Ratings confirme les notes de référence à long terme 'AA-' et à court terme 'A-1+' de la Région Pays de la Loire. La perspective est positive.

Nous confirmons également la note 'AA-' du programme EMTN d'un plafond de 750 millions d'euros et la note 'A-1+' du programme de titres négociables à court terme (« NEU CP ») de 200 millions d'euros.

Perspective : Positive

La perspective positive reflète une probabilité désormais plus forte que la Région puisse structurellement améliorer ses performances budgétaires avec des besoins de financement inférieurs à 5% des recettes totales ce qui lui permettrait de contenir son recours à l'emprunt.

Scénario optimiste

Le scénario ci-dessus nous amènerait à prendre une action positive sur les notes.

Scénario pessimiste

Nous pourrions revoir à stable la perspective associée à la note à long terme si la Région ne parvenait pas à améliorer structurellement ses performances budgétaires avec des besoins de financement demeurant relativement importants.

Synthèse

La perspective positive reflète une probabilité désormais plus forte que la Région puisse structurellement améliorer ses performances budgétaires, grâce à son épargne brute élevée et sa capacité éprouvée à ajuster les dépenses d'investissement qui devrait se prolonger dans les prochaines années. Nous considérons aussi que les Pays de la Loire continueront à bénéficier d'une gouvernance et d'une gestion financière très fortes ainsi que d'un contexte économique et institutionnel favorable.

Bien que restant relativement élevés, les besoins de financement devraient se réduire graduellement, grâce à une maîtrise forte des dépenses de fonctionnement et un ajustement de l'effort d'investissement

En 2016, la Région a présenté un taux d'épargne brute (26%) supérieur à notre précédent scénario central (24%) grâce à sa forte maîtrise des dépenses de fonctionnement. Nous considérons que la Région maintiendra un pilotage budgétaire de qualité dans les prochaines années lui permettant de continuer à dégager un taux d'épargne brute

supérieur à 20% sur la période 2017-2019. De plus, grâce à l'ajustement graduel de l'effort d'investissement, les besoins de financement après investissements se réduiraient progressivement mais resteraient élevés en moyenne (7,5% des recettes totales entre 2015 et 2019).

Nous considérons que l'amélioration des performances pourra être réalisée grâce à la capacité de la Région à continuer à ajuster ses dépenses d'investissement comme démontré en 2016. Ces dépenses - qui devraient s'établir autour de 30% des dépenses totales entre 2017 et 2019 – constituent la principale source de flexibilité budgétaire de la Région étant donné que ses recettes fiscales modulables à la hausse représenteront moins de 10% de ses recettes de fonctionnement.

Grâce à la diminution des besoins de financement et à l'impact budgétaire positif du transfert d'une part supplémentaire de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) à partir de 2017, la Région devrait contenir son endettement consolidé à un niveau élevé de 140% des recettes de fonctionnement en 2019 (contre 150% en fin d'année 2016). Nous estimons par ailleurs que les charges financières resteront modérées à moins 3% des recettes de fonctionnement entre 2017 et 2019 et que la Région présentera une capacité de désendettement favorable inférieure à son objectif de 7 ans maximum.

Les risques hors-bilan des Pays de la Loire sont très faibles, avec un montant négligeable de garanties d'emprunt octroyées ainsi qu'un nombre limité d'entités satellites, qui sont de surcroît de faible surface financière. Néanmoins, nous serons attentifs à l'évolution de l'encours des garanties octroyées par la Région, qui a connu une tendance à la hausse au cours des deux dernières années principalement liée aux garanties octroyées à l'Agence France Locale.

La couverture du service de la dette devrait rester élevée grâce à une position de liquidité structurellement forte permise par une gestion active de la liquidité. La Région dispose actuellement de lignes de trésorerie et d'emprunts revolving pour un montant total de 212 millions d'euros et d'une enveloppe pluriannuelles de prêt à long terme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations s'élevant à 24 millions d'euros. Déduction faite des montants dédiés au financement des investissements au cours des 12 prochains mois, nous anticipons que l'encours moyen disponible sur ces facilités de trésorerie, ainsi que le solde moyen de trésorerie, couvriront plus de 120% du service annuel de la dette.

En outre, nous considérons que la Région bénéficie d'un accès satisfaisant à la liquidité externe, qui se manifeste notamment par la souscription régulière de lignes de trésorerie auprès d'un ensemble diversifié de banques domestiques. Par ailleurs, à l'instar de l'ensemble des régions françaises, elle bénéficie de flux de trésorerie prévisibles et réguliers, notamment les dotations de l'État et les reversements de fiscalité.

La Région Pays de la Loire bénéficie d'une gouvernance et d'une gestion financière très fortes ainsi que d'un contexte économique et institutionnel favorable

La Région a renforcé sa gouvernance pour renforcer le pilotage et l'exécution budgétaires ainsi que pour mettre en œuvre son plan d'économies de 100 millions d'euros en cumulé sur la période 2016-2021. Nous estimons aussi que la Région bénéficie d'objectifs budgétaires précis (avec notamment une épargne brute supérieure à 250 millions d'euros, soit 19% des recettes de fonctionnement, et une capacité de désendettement inférieure à 7 ans), d'une gestion de la dette prudente et diversifiée, et d'une gestion de la liquidité de qualité.

La Région Pays de la Loire compte 3,7 millions d'habitants. Les indicateurs socio-économiques régionaux sont favorables en comparaison nationale et internationale, avec un PIB par habitant qui s'élevait à 29 821 euros en 2016 selon nos estimations. Les forces du tissu économique régional ont un impact positif sur la croissance du produit de la CVAE. Cet impact sera d'autant plus positif qu'une nouvelle part de la CVAE a été attribuée à la Région à partir de 2017 en compensation du transfert par les départements des compétences de transports interurbains et scolaires.

Le cadre institutionnel et financier des régions françaises permet une bonne adéquation des recettes aux dépenses pour les 13 régions métropolitaines. Nous estimons que la réduction des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales de 10 milliards d'euros entre 2015 et 2017 a accru la pression financière sur les régions. Si la contribution au redressement des finances publiques des collectivités initialement prévue pour 2017 a été réduite pour le bloc communal, celle-ci a été maintenue à 451 millions d'euros pour les régions françaises, soit environ 2% de leurs recettes de fonctionnement. Néanmoins, nous considérons que la flexibilité budgétaire globale des régions françaises leur permet de faire face à ces baisses de dotations.

Contact presse

- Armelle Sens, Paris +33 (0)1 44 20 67 08
- armelle.sens@spglobal.com

Contacts analytiques

- Mehdi Fadli, Paris
- Christophe Doré, Paris

Statistiques économiques et financières

Tableau 1

Statistiques financières et économiques de la Région Pays de la Loire						
				--Scénario central--		
(En millions d'euros)	2014	2015	2016	2017 (SC)	2018 (SC)	2019 (SC)
Recettes de fonctionnement	1 058	1 071	1 094	1 352	1 302	1 316
Dépenses de fonctionnement	783	803	810	1 081	1 039	1 046
Épargne brute	275	268	284	271	263	270
Épargne brute (% recettes de fonctionnement)	26,0	25,0	26,0	20,0	20,2	20,5
Recettes d'investissement	162	137	133	125	114	106
Dépenses d'investissement	558	576	527	480	445	425
Solde de financement après investissements	-122	-171	-110	-84	-68	-49
Solde de financement après investissements (% recettes totales)	-10,0	-14,1	-9,0	-5,7	-4,8	-3,4
Remboursement du capital de la dette	74	128	95	104	133	119
Solde net emprunts octroyés/ remboursements d'emprunts octroyés par la Région	-4	4	-6	-4	-4	-4
Emprunts nouveaux	200	301	220	175	205	172
Solde final	1	15	9	-18	0	0

Tableau 1

Statistiques financières et économiques de la Région Pays de la Loire (cont.)

	--Scénario central--					
(En millions d'euros)	2014	2015	2016	2017 (SC)	2018 (SC)	2019 (SC)
Recettes fiscales modulables à la hausse (% recettes de fonctionnement)	12,4	11,7	11,8	9,6	9,9	9,8
Dépenses d'investissement (% dépenses totales)	41,6	41,8	39,4	30,7	30,0	28,9
Dette directe en fin d'année	1 322	1 482	1 609	1 680	1 752	1 805
Dette directe (% recettes de fonctionnement)	125,0	138,4	147,1	124,2	134,5	137,1
Dette consolidée en fin d'année	1 344	1 510	1 640	1 713	1 789	1 844
Dette consolidée (% des recettes de fonctionnement consolidées)	127,0	140,9	149,9	126,7	137,3	140,1
Charges financières brutes(% des recettes de fonctionnement)	2,9	3,0	2,6	2,3	2,6	2,7
PIB local par habitant (nominal - en euros)*	28 800	29 300	29 821	30 314	30 984	31 647
PIB national par habitant (nominal - en euros)*	32 452	32 804	33 332	33 935	34 743	35 540

SC - projections du scénario central de S&P Global Ratings, scénario le plus probable

* Estimations S&P Global Ratings

Sources: Données 2014-2016 de la Région retraitées par S&P Global Ratings; INSEE/EUROSTAT; Projections S&P Global Ratings

Synthèse des scores

Tableau 2

Synthèse des scores pour la Région Pays de la Loire*

Facteurs clés de notation	
Cadre institutionnel	Très prévisible et équilibré
Economie	Forte
Gouvernance et gestion financières	Très fortes
Flexibilité budgétaire	Moyenne
Performances budgétaires	Moyennes
Liquidité	Forte
Poids de la dette	Elevé
Engagements hors-bilan	Très faibles

*Les notes de S&P Global Ratings sur les collectivités locales sont fondées sur l'analyse de huit principaux facteurs listés dans le tableau ci-dessus, conformément à notre méthodologie. La partie A de notre méthodologie "Methodology For Rating Non-US Local And Regional Governments" publiée le 30 juin 2014 indique comment ces huit facteurs sont utilisés pour aboutir à la notation.

Statistiques : France

Sovereign Risk Indicators, 10 avril 2017

Méthodologie et rapport associés

General Criteria: Methodology For Linking Long-Term And Short-Term Ratings - April 07, 2017

Criteria - Governments - International Public Finance: Methodology For Rating Non-U.S. Local And Regional Governments - June 30, 2014

Criteria - Governments - International Public Finance: Methodology And Assumptions For Analyzing The Liquidity Of Non-U.S. Local And Regional Governments And Related Entities And For Rating Their Commercial Paper Programs - October 15, 2009

General Criteria: Use Of CreditWatch And Outlooks - September 14, 2009

Public Finance System Overview: French Regions, January 08, 2016.

Institutional Framework Assessments For Non-U.S. Local And Regional Governments, April 21, 2016

France 'AA/A-1+' Ratings Affirmed; Outlook Stable, April 7, 2017

Aucun contenu (y compris les notations, l'analyse de crédit qui s'y rapporte ainsi que les données, modèles, logiciels et autres applications ou résultats qui en découlent) ou partie de contenu (le Contenu) ne peut être modifié, désassemblé, reproduit ou distribué sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, ou stocké dans une base de données ou un système d'extraction, sans autorisation écrite préalable de Standard & Poor's Financial Services LLC ou des entités qui lui sont affiliées (collectivement dénommées S&P). Toute utilisation du Contenu à des fins non autorisées ou illégales est proscrite. Ni S&P, ni ses fournisseurs, ni encore leurs dirigeants sociaux, préposés, actionnaires ou mandataires (collectivement les Parties S&P) n'accordent aucune garantie quant à l'exactitude, l'exhaustivité, l'actualité ou la disponibilité du Contenu. Les Parties S&P ne sont pas responsables d'éventuelles erreurs ou omissions, quelle qu'en soit la cause, des résultats découlant de l'utilisation du Contenu ou de la sécurité ou la maintenance des données incluses par l'utilisateur. Le Contenu est fourni en l'état. LES PARTIES S&P N'ACCORDENT AUCUNE GARANTIE D'AUCUNE SORTE, EXPRESSE OU IMPLICITE, NOTAMMENT MAIS NON EXCLUSIVEMENT TOUTE GARANTIE CONCERNANT LA COMMERCIALISABILITÉ, L'ADÉQUATION À UNE FIN OU À UN USAGE DONNÉ, L'ABSENCE D'ERREUR OU DE DÉFAUT INFORMATIQUE, LE FONCTIONNEMENT ININTERROMPU DU CONTENU OU SA COMPATIBILITÉ AVEC TOUT LOGICIEL OU MATÉRIEL INFORMATIQUE. Les Parties S&P ne pourront en aucun cas être tenues responsables de quelque dommages, coûts, dépenses, frais juridiques ou pertes directs, indirects, accessoires, exemplaires, forfaitaires, punitifs, particuliers ou consécutifs que ce soit (notamment, mais non exclusivement, toute perte de revenu ou de gain et tout coût d'opportunité) liés à l'utilisation du Contenu, et ceci même si elles ont été informées de l'éventualité de tels dommages.

Les analyses relatives au crédit et à d'autres aspects, y compris les notations, ainsi que les déclarations incluses dans le Contenu, sont l'expression d'une opinion à la date à laquelle elles sont formulées et ne doivent en aucun cas être considérées comme une information factuelle. Les opinions, analyses et décisions de reconnaissance de notes (décrites ci-après) de S&P ne sont pas des recommandations d'acheter, conserver ou vendre de quelconques titres ou de prendre une quelconque décision d'investissement, et ne portent pas sur le caractère approprié d'une quelconque valeur mobilière. S&P n'a aucune obligation de mettre à jour le Contenu après publication sous quelque forme que ce soit. Le Contenu ne doit pas être le fondement d'une décision d'investissement ou commerciale et n'est pas destiné à remplacer les compétences, le jugement et l'expérience de l'utilisateur, ses dirigeants, préposés, conseillers et/ou clients à cet égard. S&P n'intervient pas en qualité de fiduciaire ou de conseiller en investissement, sauf sur les territoires où il est immatriculé comme tel. S&P utilise des informations en provenance de sources qu'il estime fiables mais ne conduit toutefois aucun audit, ne procède à aucune vérification indépendante à l'égard de ces informations et ne contracte aucune obligation à ce titre.

Dans le cas où des autorités réglementaires autorisent une agence de notation à reconnaître dans un pays une note émise dans un autre pays à certaines fins réglementaires, S&P se réserve le droit d'attribuer, retirer ou suspendre une telle reconnaissance à tout moment et à son entière discrétion. Les Parties S&P déclinent toute obligation découlant de l'attribution, du retrait ou de la suspension d'une telle reconnaissance et toute responsabilité en cas de préjudice prétendument subi en conséquence.

Certaines activités de S&P sont conduites au sein d'unités séparées afin de préserver l'indépendance et l'objectivité de leurs activités respectives. De ce fait, certaines unités de S&P peuvent disposer d'informations qui ne sont pas accessibles à d'autres. S&P a mis en place des politiques et des procédures visant à préserver la confidentialité de certaines informations non publiques obtenues au cours de chaque processus analytique.

S&P peut être rémunéré pour ses notations et certaines analyses relatives au crédit. Cette rémunération est en principe payée par l'émetteur des titres, par les établissements souscripteurs ou par les débiteurs. S&P se réserve le droit de publier ses opinions et analyses. Les notes et analyses publiques de S&P sont disponibles sur son site Web www.standardandpoors.com (gratuitement), ainsi que sur www.ratingsdirect.com et www.globalcreditportal.com (sur abonnement), et peuvent être diffusées par d'autres moyens, y compris par des publications S&P et par l'intermédiaire de redistributeurs tiers. Des informations complémentaires concernant les tarifs de nos notations peuvent être consultées sur www.standardandpoors.com/usratingsfees.

Copyright © 2017 Standard & Poor's Financial Services LLC. Tous droits réservés.